

Séance d'ouverture

Salle : Lyon 2

Grand Amphithéâtre

4 bis, rue de l'Université - 69007 Lyon

Mardi 5 novembre 2024 - 09:30 - 10:30

Participants :

Grande conférence d'ouverture - L'économie peut-elle réparer le monde ?

Salle : Lyon 2

Grand Amphithéâtre

4 bis, rue de l'Université - 69007 Lyon

Mardi 5 novembre 2024 - 10:30 - 12:30

Modérateur / Modératrice : Hélène Rey (Professor of Economics - London Business School)

Participants : Olivier Blanchard (Professeur émérite d'économie Robert Solow, MIT et Fred Bergsten Senior Fellow, Peterson Institute of International Economics) ; Sergeï Guriev (Directeur de la formation et de la recherche, Sciences Po Paris)

Gestion du temps

Salle : SEPR Lyon

Mardi 5 novembre 2024 - 14:00 - 15:30

Participants :

Les défis de l'agriculture européenne

Salle : UCLy

Amphithéâtre Mérieux

10 place des Archives - 69002 Lyon

Mardi 5 novembre 2024 - 14:00 - 15:30

Participants : Antoine Bouët (Directeur, CEPII) ; Cécile Detang Dessendre

Décarboner les mobilités

Salle : Lyon 3

Amphithéâtre Malraux

16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Mardi 5 novembre 2024 - 14:00 - 15:30

Participants : Jean Coldefy (Directeur du programme mobilité 3.0, ATEC ITS France) ; Sophie Fay (Journalise, Le Monde) ; Jean-Pierre Serrus (Vice-Président en charge des mobilités, Région Sud)

Présentation :

Les mobilités sont le seul secteur dont les émissions ne baissent pas depuis 30 ans, ce alors qu'entre 2000 et 2019 125 milliards ont été investis dans les transports publics. Faut-il en conclure qu'il serait vain de poursuivre dans une mobilisation massive des fonds publics ? Ce serait aller vite en besogne et faire l'impasse sur les raisons des difficultés rencontrés pour faire baisser les émissions de CO2 des mobilités. Elles sont plus complexes que l'on ne l'imagine puisque la mobilité est vitale aux individus comme au société. Se déplacer c'est aller travailler, étudier, se soigner, se nourrir, se divertir, se rencontrer. Modifier les mobilités c'est de fait toucher aux modes de vie individuels et à ce qui nous relie et donc à ce qui permet à une société de fonctionner. Pour baisser les émissions des transports, les mesures de tout genre fusesnt : le leasing social de la voiture électrique est mis en place, un nouveau plan de 100 milliards dans le ferroviaire est annoncé, un programme national vélo est lancé, les RER métropolitains sont votés par le parlement fin 2019, des subventions sur le covoiturage sont mises en

place, des collectivités s'engagent dans la gratuité des transports, l'Etat évoque un titre unique à 49 €, ...etc. Est-on sûr que ces mesures feront baisser les trafics automobiles à la hauteur des attentes et des ambitions : baisser de moitié les émissions d'ici 2030 ? Quels sont les coûts associés, et au final qui paiera la note de la transition des mobilités ?

Comment mieux gérer l'eau ?

Salle : ENS de Lyon
ENS de Lyon (Site Monod)
Amphithéâtre Mérieux
Place de l'École
69007 Lyon

Mardi 5 novembre 2024 - 14:00 - 15:30

Participants :

Du recul du niveau scolaire au décrochage français

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l'Université - 69007 Lyon

Mardi 5 novembre 2024 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Céline Antonin (Economiste senior à l'OFCE (Sciences Po) et chercheur associé au Collège de France)

Participants : Eric Charbonnier (Analyste à la division des indicateurs et des analyses, au sein de la direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE) ; Claude Diebolt (Directeur de Recherche au CNRS à l'Université de Strasbourg) ; Xavier Jaravel (Professeur d'économie à la London School of Economics) ; Pierre Michel Menger (Professeur, Collège de France, et directeur d'études, Ehess)

Présentation :

Les résultats de l'enquête PISA 2022 montrent que la France connaît une baisse historique du niveau de mathématiques et de compréhension de l'écrit. Dès les années 1980-90, avant que l'on se réfère aux études Pisa, les classements nationaux montraient déjà une chute du niveau scolaire en mathématiques des élèves français, que la massification de l'accès à l'enseignement supérieur n'a pas permis d'enrayer.

Dans cette conférence, nous documenterons d'abord l'ampleur et les raisons de la baisse du niveau scolaire, notamment à travers une analyse critique des indicateurs de mesure. Nous nous interrogerons ensuite sur l'impact de cette baisse du niveau d'éducation sur la productivité des entreprises, sur l'innovation et sur la croissance française. Nous nous pencherons enfin sur les moyens d'enrayer le déclin du niveau scolaire : quels objectifs de savoirs l'école doit-elle se fixer et comment les atteindre ? Y a-t-il des pays « modèles » dont la France pourrait s'inspirer ?

Comment réindustrialiser la France ?

Salle : Lyon 3

Amphithéâtre Malraux

16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Mardi 5 novembre 2024 - 16:00 - 17:30

Modérateur / Modératrice : Gregory Claeys (Directeur du département économie, France Stratégie)

Participants : Béatrice Balivet (Maitresse de conférence en droit, Université Lyon III) ; Emeline Baume (1ère Vice-présidente de la Métropole de Lyon à l'Économie, emploi, commerce, numérique et commande publique) ; Daniel Gros (Directeur, Institute for European Policymaking, Bocconi University) ; ; Vincent Vicard (Économiste, adjoint au directeur, CEPII.)

Présentation :

L'industrie manufacturière est passée d'environ un quart du PIB français dans les années 50 à moins de 10% aujourd'hui, tandis que l'emploi manufacturier s'est lui aussi effrité pour ne représenter qu'environ 3 millions sur 30 millions d'emplois. La réindustrialisation est depuis de nombreuses années un objectif affiché des gouvernements successifs pour des raisons de cohésion sociale et territoriale,

mais aussi désormais pour des raisons de souveraineté et de résilience économique alors que les tensions géopolitiques s'accumulent aux portes de l'Europe. Cette table ronde s'interrogera sur les leviers à activer pour y parvenir, mais réfléchira aussi sur les ressources nécessaires à une telle transformation de notre économie – main-d'œuvre, énergie, ressources naturelles telles que l'eau ou le foncier, etc. –, ainsi que les effets possibles sur nos émissions de CO2 afin d'identifier le niveau réaliste et souhaitable d'industrie sur notre territoire.

L'économie est-elle maltraitée par les médias ? (AJEF)

Salle : ENS de Lyon
ENS de Lyon (Site Monod)
Amphithéâtre Mérieux
Place de l'École
69007 Lyon

Mardi 5 novembre 2024 - 16:00 - 17:30

Participants : Philippe Escande (Editorialiste, Monde)

Taxer les riches pour réduire les inégalités ?

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l'Université - 69007 Lyon

Mardi 5 novembre 2024 - 16:00 - 17:30

Participants : Mathias André (Chargé d'études à la division macroéconomiques de l'Insee) ; Antoine Bozio (Directeur de l'Institut des politiques publiques (IPP), EHESS, PSE,) ; Elvire Guillaud

Présentation :

Pour assurer le financement de la transition climatique et réduire ses effets anti-redistributifs, la question de la fiscalité des riches est sur le tapis, avec

notamment la création d'un ISF vert (rapport Pisani Mahfouz). Au niveau européen, une initiative citoyenne européenne est en cours sur le même sujet, pour demander la création d'un impôt européen sur les grandes fortunes, qui viendrait renforcer un budget commun aujourd'hui quasiment inexistant. Au niveau mondial enfin, dans la lignée du taux d'imposition minimal mis en place par l'Ocde (et entré en vigueur cette année), un autre pilier cette fois sur un niveau d'imposition minimal des milliardaires au niveau mondial pourrait émerger (cf. G20 Brésil). Quels effets attendre de telles mesures, à la fois en termes de recettes supplémentaires (et donc dans le contexte actuel de potentiel pour une réduction des déficits autrement que par la réduction des dépenses), de modification des comportements, de réduction des inégalités ?

Logement, mobilités, occupation des sols : le communalisme en question

Salle : SEPR Lyon

Mardi 5 novembre 2024 - 16:00 - 17:30

Participants : Jean Coldefy (Directeur du programme mobilité 3.0, ATEC ITS France) ; Jacques Levy ; Lily Munson (Villes Vivantes)

Présentation :

Les débats sur la nouvelle réforme territoriale annoncée en 2024 se concentrent sur le nombre de strates du « millefeuille territorial », la place du département, des communes, des Régions et les compétences respectives. S'il y a un point qui distingue pourtant la France de tous ses grands voisins européens ce n'est pas le nombre de strates mais le nombre de communes. La France possède autant de communes que l'ensemble du reste de l'Europe. Si l'on faisait en France 4 km par jour en moyenne, ce qui correspondait globalement à la taille des communes en 1900, nous en faisons 10 fois plus un siècle plus tard. Le bassin de vie - c'est-à-dire là où on réside, là où on travaille, là où on se divertit, se soigne - s'est considérablement étendu, de la commune vers ce que l'INSEE appelle une aire urbaine. C'est à cette échelle que se situent les principaux enjeux territoriaux : de mobilité puisque celle-ci représente le plus gros poste d'émissions de GES et le seul qui n'a pas diminué depuis 30 ans, d'aménagement avec la limitation de l'émiettement urbain alors que la crise du logement est là bloquant le devenir des jeunes générations et que le ZAN imposé par l'Etat vise à une sobriété foncière,

de développement économique dans un contexte de réindustrialisation du pays qui reposera sur le dynamisme territorial, de justice sociale et de vivre ensemble alors que les communes sont de plus socialement homogènes, de vieillissement de la population.

Mais l'échelle de l'aire urbaine, du bassin de vie, n'est démocratiquement pas représentée. Ceci oblige à une multitude de coopérations entre les communes, leurs groupements, les départements, les régions, coopérations qui sont la source des difficultés rencontrées et du manque de lisibilité pour les citoyens, on les comprend.

L'autonomie financière des collectivités s'est par ailleurs réduite et elles dépendent de plus en plus du budget de l'Etat. Le poids de leur budget est de 11% du PIB contre 35% en moyenne dans le reste de l'Europe, signe d'une forte centralisation étatique en France. Le débat sur la réforme territoriale comporte ainsi une double dimension, celle d'un dispositif de gouvernance local plus juste et efficace, celle d'un nouvel équilibre entre l'Etat et les collectivités.

Quel diagnostic précis des enjeux territoriaux et des limites de la gouvernance actuelle ? Comment adapter notre organisation territoriale à ces enjeux en dépassant les logiques corporatistes ? Quels territoires plus justes, plus efficaces et comment renouveler une démocratie locale en matière de mobilités, d'aménagement et de logement ? ».

L'ESS, un modèle d'avenir ?

Salle : UCLy

Amphithéâtre Mérieux

10 place des Archives - 69002 Lyon

Mardi 5 novembre 2024 - 16:00 - 17:30

Modérateur / Modératrice : Laurence Scialom (Professeure d'économie, Université de Paris-Nanterre)

Participants : Emeline Baume (1ère Vice-présidente de la Métropole de Lyon à l'Économie, emploi, commerce, numérique et commande publique) ; Thomas Lamarche (Professeur, Paris Cité et spécialiste de l'ESS) ; Nadine Richez Battesti (Aix Marseille) ; ; Jérôme Saddier (Président, crédit Coopératif)

Présentation :

L'Économie sociale et solidaire rassemble des organisations de nature distincte, coopératives, mutuelles, associations et depuis 2014 aussi fondations et entreprises sociales qui, au-delà de leurs très grandes différences portent, chacune à leur manière, des formes d'organisation de la production, de la répartition et des modalités de gouvernance qui interrogent le fonctionnement du capitalisme. La myriade d'expérimentations dans la sphère de l'ESS en fait un des acteurs clé de la transition socio-écologique au sens où la critique du primat de l'économique sur le social (et sur l'environnementale) est dans ses gènes. Face aux défis auxquels nous devons répondre : réchauffement climatique, effondrement de la biodiversité, accroissement des inégalités, excès de financiarisation etc. l'ESS semble porteuse de solutions. Pour autant, elle a ses propres limites. Elle est très fragmentée, les plus grandes structures sont souvent portées par des fonctionnements qui perdent leur spécificité et se rapprochent de ceux des leaders de leurs marché et en tant qu'ensemble l'ESS se heurte à la difficulté de montée en puissance et de passage à l'échelle. Comment permettre depuis des positions parfois marginales le passage à des positions qui structurent les marchés et les secteurs où les organisations et entreprises de l'ESS interviennent. Quel soutien de l'État pour consolider l'ESS ?

La production économique du corps

Salle : SEPR Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 09:00 - 10:30

Participants :

L'IA au service de la confiance (Entretien de l'AFSE)

Salle : ENS de Lyon

ENS de Lyon (Site Monod)

Amphithéâtre Mérieux

Place de l'École

69007 Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 09:00 - 10:30

Participants :

Présentation : Définition et Importance de l'IA de Confiance Impact Économique de l'IA de Confiance Défis et Obstacles à l'Adoption de l'IA de Confiance Rôle des Acteurs Publics et Privés Évaluation et Mesure de la Confiance

Secular stagnation (en anglais)

Salle : Lyon 2

Grand Amphithéâtre

4 bis, rue de l'Université - 69007 Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 09:00 - 10:30

Participants : Philippe Aghion (Professeur au Collège de France, Chaire «Institutions, Innovation, et Croissance») ; Robert Gordon

Immigration et opinion publique

Salle : UCLy

Amphithéâtre Mérieux

10 place des Archives - 69002 Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 09:00 - 10:30

Participants : Emmanuelle Auriol (Professeur d'économie à la Toulouse School of Economics) ; Sophie Hatte (Maitre de conférences en sciences économiques, ENS de Lyon et GATE L-SE) ; Ahmed Tritah (Université de Poitiers, Mines Paris PSL, UM6P) ; ; Jérôme Valette (Paris 1, Cepii)

Présentation :

En janvier 2024, une loi a été adoptée pour "contrôler l'immigration et améliorer l'intégration". C'est la 30e loi sur l'immigration depuis 1980, soit une loi tous les 17 mois. Malgré cette frénésie législative, les questions et les enjeux migratoires sont finalement mal connus des Français, qui les envisagent exclusivement sous l'angle de la sécurité et de l'identité. Sources de controverses et de polarisation politique, les sujets liés à l'immigration sont omniprésents au moment des échéances électorales. C'est un marqueur important des identités politiques,

comme au moment de la présidentielle de 2022 ou encore des élections législatives suite à la dissolution de l'Assemblée nationale en 2024. Les médias jouent un rôle important dans la perception de l'immigration et les conflits que le sujet génère. Quel regard les médias portent-ils sur les migrants et les enjeux migratoires ? Ce regard est-il en lien avec les faits socio-économiques relatifs aux migrants ? Dans quelle mesure le discours médiatique peut-il influencer les opinions et les attitudes des citoyens à l'égard de l'immigration ? Quelles conséquences cela pourrait-il avoir pour les migrants, leur intégration dans les sociétés d'accueil, ainsi que l'orientation des politiques publiques ? Voilà quelques-unes des questions sur lesquelles nos intervenants apporteront un éclairage et débattront avec le public.

La gestion locale des catastrophes naturelles (inondations, sécheresse, séismes etc.)

Salle : Lyon 3

Amphithéâtre Malraux

16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 09:00 - 10:30

Modérateur / Modératrice : Sonia Paty (Professeur d'économie, Université Lumière Lyon 2 et membre du GATE Lyon Saint Etienne)

Participants : Yann Doyen (Directeur des engagements, Agence France Locale (AFL), Lyon) ; Carla Morvan (Post-doctorante en économie, Centre d'Economie de l'Environnement de Montpellier CEEM) ; ; Rémy Oddou (Economiste, Economix, Université Paris Nanterre et maire de Lettret (05)) ; ; Vincent Pellissier (Canton suisse)

Présentation :

Les catastrophes naturelles sont des événements dramatiques qui touchent tous les territoires et peuvent avoir de très lourdes conséquences matérielles et/ou humaines. En France, chaque année, 5 700 communes en moyenne sont touchées par une catastrophe naturelle (inondations, sécheresse, séismes etc.) et 17 millions de personnes sont exposées au risque d'inondation. Les travaux économiques réalisés sur de nombreux pays (France, Italie, Etats-Unis etc.) montrent que les catastrophes naturelles affectent durablement les budgets

locaux mais que la mise en place de plans de prévention par les municipalités permet de modérer les conséquences négatives de tels chocs. Toutefois, les élus qui ont en mis en place ces dépenses préventives ne bénéficient pas de meilleurs résultats aux élections municipales car les citoyens adoptent une vision de court terme et survalorisent les contraintes d'aménagement liées aux plans de prévention (interdiction de construire, modification des règles de construction...). Dès lors qu'elles sont identifiées à risque, les municipalités peuvent être également confrontées à des difficultés de financement, notamment en termes d'accès à l'emprunt bancaire.

Laïcité : aide ou frein à l'intégration ?

Salle : SEPR Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 11:00 - 12:30

Participants : Paul Seabright (Professeur à la Toulouse School of Economics et Directeur de l'Institut d'Etudes Avancées de Toulouse (IAST))

Présentation :

La laïcité est constituée par un ensemble de règles et de pratiques qui ont une fonction symbolique mais aussi un impact sur la capacité des individus d'entreprendre des activités économiques. Cette session va confronter les deux dimensions de la laïcité à l'aide de travaux de recherche théoriques et empiriques. Quels sont les objectifs de la laïcité à la française, et quel est son impact sur nos sociétés ?

Concilier extraction minière et croissance verte

Salle : ENS de Lyon

ENS de Lyon (Site Monod)

Amphithéâtre Mérieux

Place de l'École

69007 Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 11:00 - 12:30

Participants :

Mieux loger les jeunes

Salle : Lyon 3

Amphithéâtre Malraux

16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 11:00 - 12:30

Participants : Fanny Bugeja-Bloch (Nanterre) ; Pierre Madec (OFCE) ; Aude Pinault (UNHAJ)

Intelligence artificielle : une menace pour l'emploi ?

Salle : Lyon 2

Grand Amphithéâtre

4 bis, rue de l'Université - 69007 Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 11:00 - 12:30

Modérateur / Modératrice : Céline Antonin (Economiste senior à l'OFCE (Sciences Po) et chercheur associé au Collège de France)

Participants : Philippe Aghion (Professeur au Collège de France, Chaire «Institutions, Innovation, et Croissance») ; Daniel Andler (professeur émérite, Sorbonne Université - membre, Académie des sciences morales et politiques) ; Flavio Calvino (OCDE) ; Louis-Nicolas Ricard (Cabinet d'avocats Hogan Lovells)

Présentation :

Avec l'émergence de l'intelligence artificielle (IA), qui se caractérise par la capacité d'une machine à imiter le comportement humain intelligent, a grandi la menace de destructions d'emplois. Certes, cette menace n'est pas nouvelle : elle ressurgit à chaque révolution industrielle, sans pour autant se concrétiser. La révolution de l'IA - et notamment l'arrivée fracassante de l'IA générative avec ChatGPT - va-t-elle changer la donne ? Y a-t-il encore une place pour le travail

humain ? Quels sont les emplois les plus à risque de disparition ? La révolution de l'IA risque-t-elle d'accroître la polarisation du marché du travail, c'est-à-dire le clivage entre « bons » et « mauvais » emplois ?

Au cours de cette conférence, nous discuterons des travaux récents qui étudient l'impact de l'IA sur l'emploi et les salariés. Nous analyserons également l'impact sociologique de la révolution de l'IA sur la qualité du travail et nous interrogerons sur la meilleure manière d'organiser les transitions professionnelles. Parmi les exemples concrets d'adoption de l'IA, le secteur juridique fournira un cas d'école intéressant.

Agences indépendantes et démocratie

Salle : UCLy

Amphithéâtre Mérieux

10 place des Archives - 69002 Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 11:00 - 12:30

Participants : Sophie Arney ; Laurence Scialom (Professeure d'économie, Université de Paris-Nanterre) ; ; Antoine Vauchez

Présentation :

Autorité des marchés financiers (AMF), ARCOM (Autorité de Régulation de la Communication Audiovisuelle et Numérique), Autorité de la Concurrence, Agences Régionales de Santé... des pans entiers de l'activité économique sont régulés ou co-régulés par des institutions publiques indépendantes qui disposent de pouvoirs considérables de surveillance, de régulation et de sanction. Ces agences échappent à l'autorité directe des représentants démocratiquement élus. La multiplicité de ces agences indépendantes et le pouvoir ainsi conféré à l'expertocratie a profondément modifié la forme de l'État et ses possibilités et modalités d'intervention. Quel rapport cette forme d'organisation politico-administrative entretient-elle à la démocratie ? Assiste-t-on à une autonomisation de ces agences indépendante ? Comment asseoir la légitimité de cette délégation de pouvoirs d'ordre public dont elles bénéficient ? Cette délégation s'accompagne-t-elle d'une gouvernance interne laissant de la place à la délibération, à la diversité des points de vue et aux contre-pouvoirs c'est-à-dire à une forme de démocratie interne ?

Nos perceptions nous trompent-elles ?

Salle : SEPR Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 14:00 - 15:30

Participants :

Europe : l'économie dans la tourmente géopolitique

Salle : ENS de Lyon

ENS de Lyon (Site Monod)

Amphithéâtre Mérieux

Place de l'École

69007 Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Antoine Reverchon (Journaliste, Le Monde)

Participants : Elvire Fabry (Économiste, Institut Delors) ; Isabelle Méjean (Professeure de Sciences Economiques, Sciences Po) ; Vincent Vicard (Économiste, adjoint au directeur, CEPII.)

Présentation :

Le sujet de la sécurité économique s'impose aujourd'hui comme l'un des grands enjeux internationaux et des risques sur l'avenir de la mondialisation. Là où les États-Unis, le Japon ou la Chine ont de longue date développé des instruments de politique économique sur le sujet, l'Union européenne s'est engagée dans ce processus récemment autour du concept d'autonomie stratégique ouverte. Quels sont les risques réels d'arsenalisation des liens commerciaux? Quels est l'arsenal d'instruments de politique commerciale, industrielle et d'investissement développé par les grands pays? Quelle est la place de l'UE par rapport aux autres grands acteurs (États-Unis, Chine, Japon) ?

Peut-on augmenter le bien-être sans argent ?

Salle : Lyon 2

Grand Amphithéâtre

4 bis, rue de l'Université - 69007 Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 14:00 - 15:30

Participants : Maya Bacache-Beauvallet (Membre du Collège, ARCEP) ;
Françoise Benhamou (Professeure émérite à l'université Sorbonne Paris Nord et à
Sciences Po Paris, Présidente du Cercle des Economistes)

Savoir ce qui compte vraiment, avec Karl Polanyi

Salle : UCLy

Amphithéâtre Mérieux

10 place des Archives - 69002 Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 14:00 - 15:30

Participants : Isabelle Hillelcamp ; Jérôme Maucourant ; Nicolas Postel
(Professeur de Sciences Economiques, Université de Lille 1) ; Alexandre Rambaud
(Maître de conférences et codirecteur de la chaire "Comptabilité écologique",
AgroParisTech-CIRED) ; Richard Sobel

Présentation :

Karl Polanyi est un auteur connu, mais si peu lu !

Il est pourtant l'un des plus fins analystes du fonctionnement de l'économie capitaliste et des pressions, ravageuses, que ce système fait peser sur la société. Son analyse du système de marché autorégulateur et du désencastrement qu'il suppose de l'économie vis-à-vis de la société et de la biosphère est d'une actualité sidérante. Polanyi, qui relie libéralisme et convulsions fascistes, est un prophète de notre temps, de la nécessité de réencastrier l'économie, de remettre l'économie au service d'un projet de société compatible avec les limites

planétaires. De remettre notre monde à l'endroit. A l'occasion de la parution de plusieurs ouvrages, et notamment d'un Polanyi dans la collection « que sais-je » ? Cette table ronde revient sur les apports de Polanyi pour penser notre monde : comment concilier économie et société ? comment concevoir la monnaie ? comment aller vers un modèle d'économie assurant la subsistance de l'homme, comment « compter » autrement pour retrouver le fil de notre histoire humaine ?

L'autorité publique, au-dessus du marché ?

Salle : Lyon 3

Amphithéâtre Malraux

16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Marc-Olivier Strauss-Kahn (Chargé de cours, ESCP, ESSEC, Sciences Po)

Participants : Benoît Coeuré (Président, Autorité de la Concurrence) ; Olivier Garnier (Directeur Général des statistiques, des études et de l'international, Banque de France) ; Laurence Scialom (Professeure d'économie, Université de Paris-Nanterre)

Présentation :

En théorie, les marchés sont encadrés et même réglementés par les autorités publiques dont le rôle vise à limiter les imperfections afin de prévenir ou guérir des dérapages dommageables. Mais en pratique, plusieurs exemples suggèrent que les autorités publiques sont influencées par les marchés, voire en dépendent.

Côté concurrence privée, l'action anti-monopole (ou oligopole) ne risque-t-elle pas d'empêcher la formation de champions, notamment européens à l'heure du numérique et de l'IA requérant des méga-ressources?

Côté stabilité monétaire et financière, la crainte de fragiliser certaines banques, voire d'assainir les plus systémiques, ou simplement de décevoir les attentes du marché, ne biaise-t-elle pas certains choix ?

Côté verdissement de la finance, la peur de l'éclatement d'une « bulle carbone » s'accompagnant d'un « échouage » d'actifs financiers adossés aux énergies

fossiles, entrave-t-elle l'action des régulateurs ?

Côté endettement, y compris public, quel degré de discipline est attribuable aux autorités nationales ou supranationales par rapport aux agences de notation et aux réactions des marchés financiers internationaux ?

Comment élire nos représentants locaux ?

Salle : SEPR Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 16:00 - 17:30

Participants :

Présentation :

Les élections des conseils régionaux, départementaux, municipaux et intercommunaux sont organisées sous des formes différentes, parfois opaques, particulièrement dans le cas des conseils intercommunaux. Leurs particularités peuvent être remises en question. Nous souhaitons aborder dans cette table ronde les questions suivantes:

Comment allier représentativité locale et proportionnalité ? Faut-il voter pour des listes, des candidats, les deux ? peut-on envisager de voter pour plusieurs candidats (ou listes), de les classer, de leur attribuer des notes ? Jusqu'où peut-on sacrifier la représentation proportionnelle pour assurer une majorité ? Faut-il maintenir en l'état la règle du 'bonus' appliquée aux élections municipales et régionales ? Comment se font les fusions de listes aux élections municipales et régionales ? A quel point les électeurs comprennent-ils ces modes d'élection ? en sont-ils satisfaits ? Quel est l'impact des élections intercommunales sur l'organisation et le fonctionnement des intercommunalités ?

Que sait-on de notre consommation d'information ?

Salle : ENS de Lyon

ENS de Lyon (Site Monod)

Amphithéâtre Mérieux

Place de l'École
69007 Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 16:00 - 17:30

Participants : Thibaut Bruttin (Adjoint Directeur Général, Reporters sans Frontières) ; Marianne Lumeau (MCF Université de Rennes) ; Elisa Mouglin (Maitresse de conférences en sciences économique, ENS de Lyon) ; ; Sylvain Parasie (Professeur, Médialab de Sciences Po) ; ; Anne Perrot (Inspectrice générale des finances)

Présentation :

Les sources d'information n'ont jamais été aussi nombreuses et l'actualité aussi dense. Cependant, la confiance dans les médias s'érode ainsi que le socle de personnes qui s'informent régulièrement, en particulier via les médias traditionnels. Ce panel se propose d'éclairer nos nouveaux modes de consommation, de déterminer qui s'informe, pourquoi et comment, et de mieux comprendre nos choix d'exposition entre supports hors ligne et en ligne. De plus, il s'agira d'interroger les difficultés de la mesure des audiences et des enjeux relatifs à la mesure des rapports à l'information.

Les cicatrices de l'inflation

Salle : Lyon 3
Amphithéâtre Malraux
16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 16:00 - 17:30

Participants : Agnès Bénassy-Quéré (Seconde sous-gouverneure, Banque de France) ; Xavier Ragot (Président, OFCE & Directeur de recherches, CNRS) ; ; Dorian Roucher (INSEE)

Pratiquer l'économie autrement ?

Salle : UCLy
Amphithéâtre Mérieux

10 place des Archives - 69002 Lyon
Mercredi 6 novembre 2024 - 16:00 - 17:30

Participants :

La solution du revenu universel

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l'Université - 69007 Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 16:00 - 17:30

Participants : Guillaume Allègre (Économiste au Département des études OFCE)
; Aurore Lalucq (Députée européenne) ; Philippe Van Parijs

Quel nouvel état du monde ?

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l'Université - 69007 Lyon

Mercredi 6 novembre 2024 - 18:00 - 20:00

Participants : Philippe Aghion (Professeur au Collège de France, Chaire «Institutions, Innovation, et Croissance») ; Jean Pisani-Ferry (Titulaire de la chaire Tommaso Padoa-Schioppa, Institut universitaire européen de Florence)

Convention des entreprises pour le climat

Salle : SEPR Lyon
Mercredi 6 novembre 2024 - 18:00 - 20:00

Participants :

Économistes français, une pensée singulière dans l'histoire

Salle : SEPR Lyon

Jeudi 7 novembre 2024 - 09:00 - 10:30

Participants : Muriel Dal Pont Legrand ; Gilbert Faccarello (Professeur d'économie à l'Université Panthéon-Assas) ; Claire Silvant (Maître de conférences en Sciences Economiques, Université Lyon 2 Lumière) ; ; Philippe Steiner (Professeur de sociologie à l'université de Paris - Sorbonne)

Présentation :

L'apparition des théories subjectives de la valeur (bien avant les marginalistes dans les années 1870), le rapport à la formalisation (aux 18e et 19e) et la tradition des ingénieurs économistes. La conclusion de la session pourrait être : qu'en reste-t-il aujourd'hui? Avec l'idée qu'il reste - peut-être - une "French touch" sur l'étude des inégalités (Piketty studies), une imprégnation forte encore de la patte des ingénieurs économistes (de Boiteux à Jean Tirole), etc.

Incitations financières et santé

Salle : Lyon 3

Amphithéâtre Malraux

16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Jeudi 7 novembre 2024 - 09:00 - 10:30

Participants :

Présentation :

La crise du Covid a mis en avant la question de la résistance à l'adoption de comportements favorables à la santé (individuelle et/ou collective). L'incitatif financier n'est généralement activé qu'indirectement (en favorisant l'accès financier aux soins ou en renchérissant la consommation de biens délétères pour la santé) alors qu'il pourrait être mobilisé plus directement pour inciter à l'adoption de comportements vertueux (arrêt du tabac, vaccination, activité

physique ...) via des transferts monétaires. Quelles sont les expériences en France et à l'étranger en la matière ? Pour quels résultats ? Quelles sont les résistances éthiques possibles ? Est-ce un mode incitatif généralisable, soutenable ?

Electricité et Chine : les défis de l'automobile

Salle : salle 1

Jeudi 7 novembre 2024 - 09:00 - 10:30

Participants : Thierry Mayer (Professeur de sciences économiques à Sciences-Po) ; Tommaso Pardi (Chargé de recherche au CNRS au laboratoire IDHES Cachan, Directeur du GIS Gerpisa)

Présentation :

Le secteur automobile européen est aujourd'hui confronté à un triple enjeu : passage aux véhicules électrique d'ici 2035, concurrence de nouveaux acteurs/marques et concurrence de la production chinoise. L'irruption de la Chine sur le marché mondiale, qui en l'espace de 5 ans est passé d'acteur mineur à premier exportateur mondial, illustre l'ampleur des bouleversements en cours. Dans ce contexte, quelle sont les perspectives pour les constructeurs européens ? Pour le tissu industriel dans l'Union européenne ? Quelles sont les réponses politiques (enquête européenne sur les subventions chinoises, Inflation reduction act aux Etats-Unis)?

Travailleurs pauvres, quelles solutions ?

Salle : UCLy

Amphithéâtre Mérieux

10 place des Archives - 69002 Lyon

Jeudi 7 novembre 2024 - 09:00 - 10:30

Modérateur / Modératrice : Gilbert Cette (Professeur, NEOMA Business School)

Participants : Antoine Bozio (Directeur de l'Institut des politiques publiques (IPP), EHESS, PSE,) ; Pauline Givord (Cheffe de la division Méthodes appliquées de l'économétrie et de l'évaluation à l'Insee) ; Luc Mathieu (Secrétaire national,

CFDT)

Présentation :

La conférence sociale du 16 octobre dernier a mis en valeur des freins potentiels à la mobilité salariale en bas de la hiérarchie des salaires. Ces freins tiennent principalement à la dégressivité des exonérations de contributions sociales au voisinage du Smic, à la dégressivité de certaines prestations (prime d'activité, ...) ainsi qu'à la progressivité de l'IR. De ce fait, une augmentation du revenu de salariés au bas de la hiérarchie des salaires se traduit par une augmentation de cout pour l'entreprise très supérieure. Ces freins sont-ils de taille à créer des trappes à bas salaires en réduisant fortement le rendement de la formation et ce dissuadant en conséquence les gains de la mobilité salariale ? Quelles conséquences cela peut-il avoir en termes d'inégalités ?

Les inégalités dans le travail et l'emploi

Salle : Lyon 2

Grand Amphithéâtre

4 bis, rue de l'Université - 69007 Lyon

Judi 7 novembre 2024 - 09:00 - 10:30

Participants : Pierre Courtioux (Professeur d'économie à Paris School of Business) ; Bernard Gazier (Professeur émérite de sciences économiques à l'université Paris 1)

Relocaliser la fabrication des produits de santé ?

Salle : Lyon 3

Amphithéâtre Malraux

16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Judi 7 novembre 2024 - 11:00 - 12:30

Participants : Guillaume Gaulier (Economiste à la Banque de France, Adjoint au

chef de service du Service d'Etude de la Compétitivité et des Echanges Extérieurs (SEC2E) de la Direction des Etudes Microéconomiques et Structurelles (DEMS)) ; Deniz Ünal (Économiste, CEPII - Rédactrice en chef, Panorama)

Présentation :

Dans quelle mesure l'objectif de relocalisation de la production des produits de santé en France et en Europe est-il réaliste et souhaitable ? Quelle est l'évolution de la place de l'Europe dans le commerce internationale des produits pharmaceutiques ? Comment s'organisent les chaînes de valeurs ? Comment imaginer une politique incitative à l'échelle européenne ? Quel coût anticiper pour le système de santé ? Peut-on espérer une redynamisation de la R&D en Europe ?

Évaluer le bien-être territorial

Salle : salle 1

Judi 7 novembre 2024 - 11:00 - 12:30

Modérateur / Modératrice : Olivier Bouba-Olga (Chef de service études et prospective du Pôle DATAR, Région Nouvelle-Aquitaine)

Participants :

La dette publique est-elle soutenable ?

Salle : SEPR Lyon

Judi 7 novembre 2024 - 11:00 - 12:30

Participants : Olivier Blanchard (Professeur émérite d'économie Robert Solow, MIT et Fred Bergsten Senior Fellow, Peterson Institute of International Economics) ; Valérie Rabault (Présidente du groupe Socialistes et apparentés à l'Assemblée nationale)

Présentation :

La dette publique a sensiblement augmenté. La question qui se pose est jusqu'à quel niveau le niveau d'endettement pourrait augmenter sans peser sur la croissance à moyen terme, et sans entraver la croissance à long terme. La soutenabilité de la dette est un sujet qui n'est pas tout à fait claire au niveau des

universitaires (comment définir, mesurer...) et un objet de débat au niveau des institutions internationales (FMI ou règle européenne). Il y a des enjeux de financement de l'éducation, innovation, transition, vieillissement, et le contexte d'incertitude qui peut générer des dépenses imprévues, comment concilier les différents impératifs.

Le dollar, un roi menacé ?

Salle : UCLy

Amphithéâtre Mérieux

10 place des Archives - 69002 Lyon

Jeudi 7 novembre 2024 - 11:00 - 12:30

Participants : Jean-François Ponsot (Université de Grenoble) ; Daniela Prates (CNUCED Genève) ; Marc-Olivier Strauss-Kahn (Chargé de cours, ESCP, ESSEC, Sciences Po)

Présentation :

Depuis la guerre en Ukraine et les sanctions financières contre la Russie, les BRICS ont multiplié les initiatives visant à s'émanciper du dollar. Pour certains, ces velléités vont au-delà de la simple volonté de se protéger d'un potentiel pouvoir coercitif que les Etats-Unis peuvent activer à tout moment : il s'agit de mettre fin à l'hégémonie internationale du dollar qui prévaut depuis plusieurs décennies ; et de bâtir un ordre monétaire et financier alternatif plus équilibré. D'autres relativisent la portée de ce mouvement de dé-dollarisation du système international : non seulement les Brics ont des intérêts contradictoires, mais les options alternatives qu'ils proposent sont loin d'être opérationnelles. Par ailleurs, certains pays émergents voient, au contraire le dollar comme la solution à leurs problèmes. Par exemple le Liban l'Argentine, qui envisagent la dollarisation intégrale pour sortir de graves crises monétaires et financières. Qu'est-il exactement ? Le pouvoir du dollar est-il réellement érodé par les initiatives du Sud Global ? Assistes-t-on à une fragmentation du système monétaire international ? Va-t-on vers une guerre des monnaies ? La Chine est-elle en mesure d'assurer le leadership monétaire et financier de cette dé-dollarisation ? L'or et les cryptomonnaies sont-ils des options souhaitables et réalistes ? L'euro est-il condamné au statut de monnaie internationale de second rang ? Quelles sont les pistes d'une nouvelle architecture monétaire et financière plus équilibrée,

garantissant la stabilité, la paix, et le financement des besoins du XXIème siècle ?

La panne de productivité

Salle : Lyon 2

Grand Amphithéâtre

4 bis, rue de l'Université - 69007 Lyon

Jeudi 7 novembre 2024 - 11:00 - 12:30

Participants : Antonin Bergeaud (Professeur à HEC Paris) ; Gilbert Cette (Professeur, NEOMA Business School) ; Anne Epaulard ; John Fernald ; Marie Visot (Journaliste au Figaro)

Présentation :

Les gains de productivité sont le carburant de la croissance et de l'élévation du pouvoir d'achat. Ces gains se sont réduits dans les pays avancés sur les dernières décennies, et encore en Europe depuis la crise sanitaire. Quelles explications peut-on donner à un tel ralentissement de la productivité? Pourquoi le déploiement de nouvelles technologies (TIC, robots...) ne s'est-il pas traduit pas des gains de productivité significatifs au niveau macroéconomique? Qu'attendre sur la période à venir et quels pourraient être les effets de l'IA, mais aussi des politiques climatiques ? Quelles seraient les possibles conséquences économiques et sociales de gains de productivité durablement très bas ?

Peut-on parvenir au plein emploi ?

Salle : Lyon 2

Grand Amphithéâtre

4 bis, rue de l'Université - 69007 Lyon

Jeudi 7 novembre 2024 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Marie Visot (Journaliste au Figaro)

Participants : Stephane Carcillo (OCDE) ; Gilbert Cette (Professeur, NEOMA Business School) ; Alexandra Roulet (Professeur d'économie, INSEAD)

La justice climatique, un levier économique?

Salle : UCLy

Amphithéâtre Mérieux

10 place des Archives - 69002 Lyon

Jeudi 7 novembre 2024 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Jean-Marc Vittori (Editorialiste, Les Echos)

Participants : Thomas-Olivier Léautier (Total)

Quel modèle économique face à l'antibiorésistance ?

Salle : Lyon 3

Amphithéâtre Malraux

16 Rue Professeur Rollet - 69008 Lyon

Jeudi 7 novembre 2024 - 14:00 - 15:30

Participants : Pierre Dubois (Professeur de sciences économiques, Toulouse School of Economics)

Présentation :

Les coûts de développement et de production des biothérapies (et autres molécules innovantes) sont croissants ce qui soulève la question de la soutenabilité de leur financement par les systèmes de santé financés par prélèvements obligatoires. Peut-on espérer des gains de productivité des processus de production et d'innovation et une baisse de prix rapide ? Le système des brevets doit-il être abandonné ou révisé ? Des mécanismes de financement public/privé de la R&D sont-ils à imaginer ? Est-il souhaitable d'introduire des mécanismes de paiement à la performance ?

Améliorer la qualité de l'emploi en France ?

Salle : SEPR Lyon

Jeudi 7 novembre 2024 - 14:00 - 15:30

Modérateur / Modératrice : Christine Erhel (Professeure d'économie, CNAM & Directrice, Centre d'Etudes de l'Emploi et du Travail)

Participants : Jérôme Gautié (Professeur de sciences économiques, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) ; Mathilde Guergoat-Larivière (Université de Lille, CEET) ; Michael Zemmour (Maître de conférences en économie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

Présentation :

Alors que le rapport Blanchard Tirole de 2021 plaidait pour un développement des « good jobs », Les analyses comparatives sur la qualité de l'emploi et du travail montrent une position défavorable de la France, notamment en matière de conditions de travail et de perspectives de carrières. Comment peut-on expliquer cette contre-performance ? Les recherches récentes permettent d'identifier deux types de facteurs explicatifs : la stratégie retenue par les politiques de l'emploi depuis les années 1990, visant en priorité à baisser le coût du travail, et les modèles d'organisation du travail mis en place dans les entreprises, marqués par une forme de néo-taylorisme et par le management par les indicateurs. Cette table ronde permettra de discuter de ces facteurs, en tenant compte de l'hétérogénéité des métiers et des secteurs d'activité. On s'interrogera tout particulièrement sur les pistes pour améliorer la qualité de l'emploi, facteur essentiel de performance des entreprises et de bien-être social

Améliorer les transports locaux

Salle : salle 1

Jeudi 7 novembre 2024 - 14:00 - 15:30

Participants :

L'Europe peut-elle à nouveau rattraper les Etats-Unis ?

Salle : Lyon 2
Grand Amphithéâtre
4 bis, rue de l'Université - 69007 Lyon

Jeudi 7 novembre 2024 - 16:00 - 18:00

Participants : Patrick Artus (Conseiller économique de Natixis et Professeur, PSE) ; Doris Birkhofer (PDG Siemens France) ; Sylvie Goulard (Institut franco-allemand (DFI))

Présentation :

Les handicaps de l'Europe par rapport aux Etats-Unis sont nombreux : vieillissement démographique, faiblesses des gains de productivité, insuffisance de l'investissement en Nouvelles Technologies ou des dépenses de Recherche Développement, contraintes budgétaires qui limitent le soutien de l'Etat aux entreprises.

Mais il existe un avantage comparatif de l'Europe : la disponibilité d'une épargne abondante qui conduit à un excédent de balance courante d'environ 3 % du Produit Intérieur Brut. Malheureusement, comme le montre le fait qu'il y ait un excédent extérieur de l'Europe, cette épargne n'est pas investie en Europe mais est prêtée au Reste du Monde.

Une piste pour combler le retard de l'Europe par rapport aux Etats-Unis consiste donc à rétablir la confiance des investisseurs et épargnants des pays européens qui ont un excédent d'épargne (Allemagne, Pays-Bas) d'utiliser cet excédent en particulier pour financer les investissements de transition énergétique en Europe et d'obtenir ainsi une attractivité forte de l'Europe pour toutes les industries qui souhaitent avoir un soutien public à leur décarbonation et utiliser une technologie décarbonée.

Il est donc urgent de rétablir la circulation des capitaux entre les pays européens (de réaliser l'Union des marchés de capitaux)